

---

# Les faiblesses idéologiques de l'opposition en Géorgie

## Description

**Cet article, paru dans l'hebdomadaire géorgien *Liberali* -première revue d'analyse politique en Géorgie-, souligne le consensus idéologique dominant aujourd'hui sur la scène politique géorgienne. Opposition et parti au pouvoir ne débattent en effet pratiquement jamais des thèmes pourtant cruciaux pour la société géorgienne, qui enchaîne les crises (économiques, sociales et politiques) depuis son indépendance acquise en 1991.**

---

L'auteur, jeune politologue au regard incisif, se pose la question du rôle et de la place que pourrait prendre un parti de gauche dans cette arène politique essentiellement droitiste.

### Les faiblesses idéologiques de l'opposition en Géorgie

Giorgui Tskhadaya, *Liberali*, 1-7 mars 2010

*La politique nationaliste du pouvoir, clairement positionnée à droite, ainsi que la faiblesse idéologique de l'opposition actuelle permettent qu'un parti de gauche solide s'impose et donne tout son sens à la politique en Géorgie.*



Les manifestations et les émissions télévisées de l'année dernière nous l'ont bien montré<sup>[1]</sup>, les valeurs traditionnelles, telles «l'âme de la nation» ou «la défense de l'Eglise orthodoxe», sont l'arme privilégiée de l'opposition dans sa lutte pour le pouvoir. De fait, pour la majorité des électeurs, c'est-à-dire pour les couches inférieures et moyennes de la population, ce genre de sujet prime sur les débats plus axés autour des questions sociales et économiques. La complexité supposée des questions économiques constituerait un facteur explicatif.

L'électeur géorgien n'avait déjà pas d'illusion quand, en janvier 2008, le milliardaire Badri Patarkatsichvili<sup>[2]</sup> s'est engagé dans l'élection présidentielle. En dépit de ses promesses fort généreuses, son score n'atteignit que 7 %. Sa campagne autour de l'amélioration de la situation sociale et économique de la population n'a pas eu l'effet escompté. L'électeur géorgien, bien conscient de la complexité de ces questions, ne prend pas ses décisions à la hâte.

L'opposition actuelle a bien saisi cette désillusion de l'électorat quant à une résolution rapide des problèmes sociaux et économiques, et s'en sert pour parvenir à ses fins. En presque vingt ans d'indépendance, la Géorgie n'a connu aucune hausse notable de son bien-être économique, ni d'atténuation des inégalités sociales. Aucune avancée positive n'a été observée. En toute logique, aucune amélioration de la situation n'est à espérer dans un futur proche dans ce domaine.

Les partis d'opposition n'ont d'autre choix que d'agir sur une scène politique où les principaux problèmes politiques sont toujours liés aux questions nationales. Ils opposent leur propre conception de la «nation» et de la «géorgianité» à celle promue par le pouvoir. L'émission de télévision «Cellule n°5» de Giorgui Gatchétiladzé, dit Outsnobi<sup>[3]</sup>, en est un exemple : elle insiste particulièrement sur

---

le rétablissement de l'acception traditionnelle de la nation, sur l'usage abusif de la force par les membres du pouvoir, ou l'abrogation de telle ou telle loi. Tout ceci constitue certes des problèmes de société, mais la rhétorique de l'opposition n'aborde plus que ceux-là.

Les problèmes actuels qui traversent la société géorgienne ne sont en effet pas à l'ordre de l'agenda politique. S'il est possible de dénombrer quelques-unes des raisons de cette incapacité politique notable, il semble bien difficile de distinguer celles qui sont réellement décisives. Cela est pourtant nécessaire, afin de permettre qu'une solution aux problèmes de la société géorgienne surgisse.

La première raison à envisager réside dans le fait que l'opposition ne cherche pas à entrer dans la polémique avec le parti au pouvoir, Mouvement national<sup>[4]</sup>, sur les questions sociales et économiques, tout simplement parce qu'elle partage en grande partie son idéologie.

Le parti au pouvoir, les Républicains, la Nouvelle Droite, le parti de Levan Gatchétchiladzé et les autres sont tous orientés à droite. Leurs programmes économiques promeuvent à l'unisson l'économie de marché. En outre, les partis de l'opposition représentent surtout les intérêts de la couche aisée de la population et les cercles d'affaires de la capitale. Cette approche de l'économie de marché s'énonce simplement: le pouvoir ne doit pas se mêler d'économie, ni lui imposer des taxes ou tout autre politique sociale. Du fait de cette unité idéologique, il n'y a pas lieu d'espérer que des débats surgissent sur ces sujets. En conséquence, afin de distinguer leurs électeurs, ils sélectionnent les termes du débat. Ainsi, lors des mobilisations de masse, sont essentiellement brandis les thèmes de la « nation », de la « foi » et des « répressions politiques ». Ce dernier slogan sous-entend en fait que des méthodes illégales et criminelles sont utilisées contre des groupes d'élites. S'impose alors le sentiment que, sur la scène politique, les partis, qu'ils soient d'opposition ou au pouvoir, luttent davantage pour gagner des parts d'influence plutôt que pour réaliser des programmes économiques ou sociaux.

De plus, les groupes d'opposition rencontrent des problèmes pour mobiliser des experts compétents et de poids à leurs côtés. Pour avoir des points de vue fondamentalement différents sur les questions économiques et sociales, il est nécessaire de faire appel à des spécialistes d'horizons variés, or ces derniers font cruellement défaut aux partis politiques géorgiens<sup>[4]</sup>.

Les thèmes sociaux et économiques mis en avant sont ainsi rabâchés, et aucune place n'est accordée aux approches innovantes. La situation actuelle des sciences sociales en Géorgie y est certes pour quelque chose<sup>[5]</sup>, et l'opposition ne fait aucun effort particulier pour pallier ce problème en vue de renforcer ses propres ressources organisationnelles. Difficile d'en saisir les raisons: est-ce parce qu'elle partage avec le pouvoir une vision commune de la politique économique, ou parce qu'elle estime possible de jouer sur ces thèmes sans préparation préalable ?

Tout ceci nous a presque fait oublier qu'il existe au sein des partis d'opposition quelques partis de gauche. Parmi eux, le parti travailliste se situe très à gauche. Il se distingue notamment par des initiatives populaires, comme la revendication de réduction des factures d'électricité. Il arrive souvent que des éléments de rhétorique conservatrice influent négativement sur l'image de ce parti<sup>[6]</sup>. Malgré tout, au bénéfice de cette rhétorique sociale, ce parti a prouvé lors des élections de 2003 qu'il possédait une base électorale solide. Pour que le programme de réformes sociales et économiques des travaillistes ne se réduise pas à un vulgaire populisme de base ; il faut qu'ils aient les moyens de le réaliser. Mais le parti travailliste ne possède pas de telles ressources, probablement parce qu'il n'a jamais eu la prétention d'entrer au gouvernement, étant donné qu'il est toujours resté en retrait lors des moments forts de la vie politique géorgienne<sup>[7]</sup>.

Au moment où nous faisons la critique de la situation politique actuelle, il nous apparaît qu'un parti de gauche solide sur la scène politique géorgienne serait fortement souhaitable. Finalement, le principal obstacle à son émergence est surtout lié à l'absence de volonté politique, plus qu'au manque de moyens. Sans nier ce dernier facteur, il est néanmoins possible de le surpasser. Le processus politique en sortira plus équilibré si la lutte politique devient plus inclusive (si elle permet aux différentes couches de la population de s'exprimer). Une véritable alternative à la politique économique de droite verra ainsi le jour, et ne pourra qu'être bénéfique à la quête de solutions aux problèmes de la société.

**Source** : *Liberali*, n°20, 1-7 mars 2010. Disponible sur le site (payant) [www.liberali.ge](http://www.liberali.ge)

**Traduction du géorgien** : Sophie Tournon

**Photo** : <http://labour.ge/>

**Notes** (précisions de l'auteur, interrogé le 27 mars 2010) :

[1] Suite à la guerre d'août 2008, de nombreuses manifestations de l'opposition se sont élevées contre le gouvernement. Ce dernier était accusé d'occidentalisation anti-géorgienne, et les manifestants prônaient la défense de la tradition nationale, de l'Eglise géorgienne, etc.

[2] Arkadi -dit Badri- Patarkatsichvili était un homme d'affaires qui fit fortune en Russie. Oligarque géorgien lié au sulfureux Boris Berezovski, il a fui la Russie en 2001 pour la Géorgie, où il s'est rapidement mêlé de politique. Un mois après l'élection présidentielle de janvier 2008 où il se présentait contre le président Mikhéil Saakachvili, il succombait à une crise cardiaque à Londres (NdIT).

[3] Lire l'article « Outsobi ou l'engagement politique en chantant », *Regard sur l'Est*, 15 juin 2009.

[4] Suivant diverses études, dont celle du Friedrich Ebert Stiftung, les programmes politiques des partis géorgiens ne font pas appel à l'expertise ou aux analyses de spécialistes, quel que soit le domaine abordé. Ces programmes, leur teneur et leur fonction sont jugés secondaires par les hommes politiques eux-mêmes, mais aussi par la société civile, les médias, les think tanks, etc.

[5] Le niveau de l'enseignement et de la recherche en sciences sociales est relativement bas en Géorgie. De ce fait, la faiblesse des analyses économiques contraint les partis à se concentrer sur les questions qu'ils maîtrisent le mieux, telles la langue, les traditions, etc., mettant de côté toute recherche de politique alternative.

[6] Les demandes sociales ponctuelles du parti travailliste ne constituent en rien un programme politique, bien qu'elles lui servent en période électorale. En parallèle, ce parti fait usage de slogans conservateurs, telle la dénonciation des organisations non gouvernementales étrangères, accusées d'ingérence, de lobby, voire de manipulation politique, anti-géorgienne, anti-Eglise orthodoxe, etc. (voir

---

leur site : <http://labour.ge/index.php>).

[7] En 2002, le parti travailliste a remporté 15 sièges aux élections municipales de Tbilissi. Il affirme avoir obtenu 12 % des votes en 2003, lors d'élections déclarées truquées à la suite de la révolution de la rose, puis 5 % aux élections de 2004. Lors de la révolution de la rose en 2003, le parti n'a pas rejoint les mouvements de protestations. Aux législatives de 2008, il a refusé de pourvoir ses quelques sièges, en signe de protestation, à l'instar d'autres partis de l'opposition.

Image not found or type unknown



[Retour en haut de page](#)

**date créée**

01/04/2010

**Champs de Méta**

**Auteur-article** : Guiorgui TSKHADAYA (Liberali)